



Ajoutez le numéro Burundi-Eco whatsapp +257 75 82 82 82 dans vos contacts



Envoyez un message sur +257 75 82 82 82 indiquant votre nom, prénom, fonction et centre d'intérêt

Nous vous remercions de bien vouloir relayer cette information autour de vous

Secteur de transport (page 3)

Un désordre parfait



Les infrastructures routières sont teintées par pas mal de défis dont le manque des arrêts bus et des gares routières. Ce qui fait que le stationnement se fait sur les trottoirs, les accotements en saillie voire sur les routes. Ce qui bloque le passage des piétons et, partant, ce qui expose les usagers de la route aux accidents de roulage.

COOPERATION



IFC

L'IFC au chevet du secteur privé burundais (page 4)

ECONOMIE



Hausse des prix

Des denrées hors prix sur le marché (page 5)

DEVELOPPEMENT



Centrale thermique de 5,5 MW à l'arrêt

Des pertes énormes pendant neuf ans (page 8)

Burundi Eco, un journal socio-économique gratuit. Vous le trouverez dans les endroits ci-après :

- Escale du Bien
- Cercle Hippique
- Engen Katikati
- Buja café
- Waka Waka

- Jardin public
- Kinindo Supermarché
- Alimentation Atlantis
- Les Universités
- Casino Supermarché

- Paroisse Saint Joseph
- CEBULAC
- Roca Golf
- IFB
- Gitega et Rumonge



Editorial

Un nouvel élan économique ?



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

La première édition du forum national du secteur privé vient de se tenir à Bujumbura, la capitale économique du Burundi. Il s'agit d'un cadre d'échange instaure une fois pour toutes pour parler des défis du secteur privé. Les membres du gouvernement, les opérateurs économiques toutes catégories confondues et les partenaires au développement s'étaient rassemblés pour discuter des obstacles au développement du secteur privé.

C'était également une occasion de

présenter les résultats du rapport diagnostic du secteur privé établi par la Société Financière Internationale (IFI), une filiale du Groupe de la Banque Mondiale qui œuvre pour le développement du secteur privé. Les auteurs de ce rapport passent au crible les défis et les opportunités liés au développement du secteur privé. Pour Malick Fall, représentant régional de l'IFI pour le Burundi, le pays est en mesure de créer assez d'emplois et d'offrir plus de perspectives à sa population. Il suffit d'avoir un secteur privé fort et mobilise. La Représentante Résidente de la Banque mondiale au Burundi Mme Hawa Cissé Wagué garde espoir que les réformes macro-économiques et structurelles en cours peuvent attirer beaucoup d'investissements privés.

Lors des séances plénières, la partie gouvernementale a pu défendre les actions déjà menées pour améliorer le climat des affaires. Ce sont notamment la restructuration de la politique de change. D'autres mesures seront annoncées d'ici peu pour faciliter la circulation des

devises. La libéralisation du marché de change n'exclut pas le contrôle de la part du régulateur. Raison pour laquelle nous suivons à la loupe l'évolution du marché de change. Nous envisageons l'unification des taux de change pour casser le différentiel du taux de change. C'est un travail délicat. Raison pour laquelle le gouvernement sollicite le concours des institutions de Breton Woods pour éviter les effets indésirables à l'économie nationale.

Le gouvernement envisage également un contrôle rigoureux des devises aux mains des importateurs en instaurant un système de paiement sécurisé. Les opérateurs n'auront plus à voyager avec du cash sur eux. Cette mesure vise à réduire les fuites de devises vers les paradis fiscaux et le marché noir.

Sur le plan industriel, le pays a besoin des industries fortes et compétitives. La création du marché des capitaux pour multiplier les canaux de financement du secteur privé rentre également dans les réformes envisageables. Au niveau

du secteur minier, les réformes entreprises tardent à se concrétiser. Pour Audace Ndayizeye, président de la CFCIB, le secteur minier mérite une attention particulière. Il peut changer la donne économique. Le pays exploite l'or depuis la nuit des temps. Pour le moment, le pays nécessite à la fois des contrats gagnants-gagnants et un transfert de technologie. La mise en place d'une raffinerie d'or pourrait permettre au pays d'en découdre avec la pénurie récurrente des devises et de renflouer les caisses de l'Etat à travers la collecte des recettes minières.

Le secteur agricole présente des potentialités énormes pour investir dans l'agro-industrie. «Le pays connaît entre 8 et 9 mois de saison pluvieuses, mais il n'arrive pas à atteindre l'autosuffisance alimentaire alors que dans les pays comme l'Israël où on se pratique l'irrigation des champs, on dégage un surplus destiné à l'exportation», s'écrie Denis Nshimirimana, secrétaire général de la CFCIB. Il cite notamment le secteur horticole qui est encore vierge.

Pour lui, parmi les secteurs de prédilection des investisseurs figure le tourisme. En moyenne, un touriste laisse au moins 1 000 USD dans le pays qu'il visite. Si on parvient à attirer un million de touristes par an, le pays engrangerait près d'un milliard de dollars. Ce n'est pas de l'utopie, il suffit d'investir sur le littoral du lac Tanganyika pour en faire une attraction touristique par excellence.

La libéralisation des filières des produits commercialisables serait un atout pour attirer les investisseurs vers le secteur agro-industriel. Les auteurs du rapport suggèrent notamment de moderniser certaines chaînes de valeur agricoles afin de renforcer la sécurité alimentaire du pays. Les industriels réclament un mécanisme d'arbitrage et une autorité de régulation pour lutter contre la concurrence déloyale. L'autre préoccupation est liée à la mise en place d'une cour commerciale pour éviter que les affaires commerciales traînent dans les tribunaux.

Appel à la prudence aux usagers de LUMICASH et ECO CASH

Le ministère ayant la sécurité publique dans ses attributions vient de s'exprimer sur les cas de vol observés ces derniers temps chez les usagers des services de transfert mobile d'argent LUMITEL et ECO CASH appartenant respectivement aux opérateurs de la téléphonie mobile LUMITEL et ECUNET. Dans le court communiqué signé le 2 novembre 2022, ledit ministère promulgué des conseils aux consommateurs de ces services. Le commissariat en charge des enquêtes au sein de ce ministère leur a rappelé qu'il faut être prudent avant d'exécuter toute opération monétaire sur mobile. « Vérifier minutieusement le numéro et le nom du destinataire avant d'envoyer l'argent », peut-on lire dans ce document destiné au public. Les agents sont eux aussi visés par ledit type de vol. Il leur est demandé de garder secret leur mot de passe et de ne jamais prêter son téléphone à qui que ce soit. Ces derniers sont également tenus de vérifier si celui qui veut retirer l'argent est réellement le propriétaire de la Carte Sim et enregistrer son identité dans le livre d'identification. En cas d'une éventuelle erreur lors d'un transfert, le concerné devra vite appeler les centres d'appel de LUMICASH ou ECO CASH.

1 milliard USD pour la construction du chemin de fer tronçon Uvinza-Musongati-Gitega

1 milliard USD est un engagement pris le soir de ce mercredi 2 novembre 2022 à Abidjan en Côte d'Ivoire par la Banque Africaine Pour le Développement (BAD) pour financer la construction du projet de chemin de fer à écartement standard (SGR) Uvinza-Musongati-Gitega-Kindu est un projet tripartite reliant la Tanzanie, le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC).

A cette occasion, la Banque Africaine pour le Développement (BAD) se porte garant des financements privés supplémentaires des études sur le tronçon Gitega-Kindu.

Au mois d'avril 2022, alors que les ministres des Finances Burundais, Tanzanien et Congolais effectuaient des entretiens avec des responsables de la BAD à Washington D.C, ces ministres ont formulé une requête d'un prêt concessionnel de 900 millions USD auprès de la BAD. Cela pour la construction de 939 kilomètres de chemin de fer à écartement standard (SGR).

Attention aux praticiens de la thésaurisation !



Lors d'un forum national sur le secteur privé organisé le 2 novembre 2022, le Président de la République Evariste Ndayishimiye demande à ceux qui cachent l'argent dans leurs maisons d'abandonner cette pratique, car cela contribue à aggraver la pauvreté. Selon lui, conserver ces montants d'argent dans les banques et institutions de microfinance est une bonne chose, car cela permet à ceux qui ont des projets bancables d'être financés. S'ils ne changent pas ce comportement, Ndayishimiye fait remarquer qu'un jour ils se réveilleront avec des cagnottes qui ne valent rien comme de simples papiers.

Urunani BBC brille dans le Road to Bal et se qualifie pour l'Elite 16



Dans la compétition Road to Bal (éliminatoires pour la Basketball Africa League) pour la Zone 5 qui s'est tenue en Tanzanie du 28 au 30 octobre 2022, Urunani BBC a fait des performances de haut niveau pour ses matches disputés dans le groupe C. L'équipe burundaise est sortie vainqueur pour tous les trois matches joués et a ainsi terminé leader du groupe.

Pour le premier match du Road To BAL 2023 à Dar Es Salam, Urunani a battu ABC de la Tanzanie sur un score de 70 contre 45. Pour leur deuxième match, les hommes d'Aaron Kagabo se sont imposés face aux City Oilers de l'Ouganda sur un score de 64 sur 58. Ils ont terminé en beauté en dominant Matero Magic de la Zambie sur le score de 72 contre 53.

Grâce à ses victoires, l'équipe burundaise s'est qualifiée pour le tour suivant (Elite 16) qui se tiendra en Afrique du Sud du 22 au 27 novembre. Une compétition décisive pour décrocher le ticket pour le Basketball Africa League.

BurundiEco

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Tirage : 5000 exemplaires
Directeur de publication et
Rédacteur en chef :
Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint :
Mélance Maniragaba
Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Imprimé par HOPE DESIGN

Taux de change du 03 Novembre 2022

Sources : BRB/www.brb.bj

| Monnaies étrangères | Marché officiel | |
|---------------------|-----------------|---------|
| | Acheteur | Vendeur |
| Dollar USA | 2037 | 2070 |
| Euro | 1999 | 2032 |
| Shi. Kenyan | 16,7669 | 17,0374 |
| Shi. Tanzanien | 0,8736 | 0,8877 |
| Shi. Ougandais | 0,5389 | 0,5476 |
| Fr Rwandais | 1,9078 | 1,9386 |

Transport en commun

Un secteur en proie aux défis

Le mauvais état des réseaux routiers est un signe de sous-développement. Les pertes liées au défis de transport sont estimées à 480 millions USD tous les 5 ans, soit plus du triple des contributions de la BAD dans ce secteur. Pourtant, même les routes en bon état sont abîmées par ceux qui étaient censés les protéger. L'organisation des états généraux pourrait contribuer à améliorer ce secteur



Le stationnement sur les trottoirs bloque le passage aux piétons et les expose aux accidents de roulage.

Alors qu'il était Secrétaire Exécutif du Corridor Central, Capitaine Dieudonné Dukundane, a déclaré que sur un réseau routier national par exemple de 1933 km, seulement 791 km sont en bon état, soit environ 40% et 1242 km nécessitent des interventions urgentes. C'était lors du forum national sur le développement qui a eu lieu au mois de novembre 2021.

Le budget nécessaire pour réhabiliter ce linéaire de 1242 km est estimé, selon toujours lui, à 1, 2 milliards USD.

Capitaine Dukundane avait avisé qu'une perte sèche sur le carburant additionnel est évalué à 40 USD sur 150 km, soit qu'avec un trafic moyen journalier de 13 mille véhicules sur les grands axes, le pays perdrait 300 millions USD dans 5 ans. Et de déplorer : « En termes de temps, ces 13 mille véhicules perdent environ 6 mois par an ».

Il informe que si le transport routier était optimisé, le pays économiserait les 300 millions USD tous les 5 ans. Et de continuer : « Si le transport multimodal était à son tour optimisé, le pays ferait des économies de 180 millions USD tous les 5 ans » avant de signaler que toutes ces opportunités se transforment en pertes de 480 millions USD tous les 5 ans, soit plus du triple des contributions de la Banque Africaine pour le Développement (BAD) dans ce secteur.

Des actions en mairie de Bujumbura

L'Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU) laisse constater au 31 décembre 2019 que les véhicules sont au nombre de 6760 tandis que les motos et les tricycles sont au nombre de 4972, un chiffre qui aujourd'hui est sûrement de loin supérieur à celui-ci.

La majorité de ces véhicules roulent dans la mairie de Bujumbura, capitale économique. L'état des routes à cet endroit est critiqué par les usagers des routes.

Capitaine Dukundane, aujourd'hui ministre des Infrastructures, de l'Equipement et des Logements Sociaux reconnaît qu'il y a des interventions à mener dans la réhabilitation et le traçage des routes. Il a déclaré lors de la présentation du bilan du premier trimestre des réalisations de son ministère le 25 octobre 2022, que les travaux d'entretien des routes bitumées dans le cadre du programme «zéro nids de poule» sont en cours en mairie de Bujumbura et sur la RN1 et la RN2.

Il a fait également remarquer que les travaux de dédoublement du tronçon aéroport international Melchior Ndadaye-Chanic, long de 5 km et ceux d'éclairage public sont terminés. Et de préciser : « La réception provisoire est en préparation ».

Vers la réhabilitation d'un linéaire de 9 km sur la RN9 (route Mutakura)

Un des travaux connexes au projet de réhabilitation du port de Bujumbura est la réhabilitation de la voie d'accès au port de Bujumbura. Cette voie est une route qui part de la gare routière, passe par les Brasseries et Limonaderies du Burundi (Brarudi) et puis bifurque vers le marché appelé communément « Chez Sion ».

Cet axe va dévier du rond-point des Nations Unies (NU), vers la RN9 sur une distance de 9 km jusqu'à la rivière Gikoma séparant la commune Ntakangwa de la mairie de Bujumbura et la commune Mutimbuzi de la province de Bujumbura. L'Agence Routière du Burundi (ARB) qui est cogestionnaire de ce projet a déjà délimité l'emprise de ce tronçon pour montrer les limites à ne pas dépasser.

Capitaine Dukundane indique qu'au départ on avait pensé à une seule voie. « Mais à voir l'ampleur du trafic, nous sommes en train de réfléchir en termes de 2 voies. Ce qui exige que le financement soit doublé. Les discussions sont en cours avec les bailleurs pour voir comment mobiliser les fonds qui manquent », indique le ministre en charge des infrastructures avant d'annoncer qu'il fallait d'abord mobiliser la société qui devrait réhabiliter le port pour qu'elle puisse débiter les travaux, or le processus est à terme.

Et de renchérir : « Si rien ne change, le projet pourrait se réaliser bientôt après la signature du contrat et la mobilisation des fonds ».

Le sens du patriotisme

Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) rappelle que les routes en mairie de Bujumbura ne sont pas en bon état.

« C'est très difficile d'avoir des routes en bon état comme les pays développés », reconnaît-il avant de marteler que l'état des routes est l'un des éléments qui caractérisent la situation socio-économique d'un pays. Ce sont elles qui facilitent la circulation des biens et des personnes.

Même si la Constitution burundaise stipule en son article 69 que les biens publics sont inviolables, le président de l'OLUCOME s'inquiète que les routes voire d'autres infrastructures publiques se dégradent avant même leur réception officielle.

Il justifie cela par la passation des marchés publics qui se fait sur base du favoritisme, du clientélisme ou sur fond de corruption.

Et de s'interroger : « Est-ce que la nouvelle politique de l'Etat de construire les routes ou les autres infrastructures publiques en passant par ses propres agences est favorable ? ».

Pour lui, l'Etat ne doit pas être en même temps juge et partie, c'est-à-dire, être maître d'ouvrage, fonctionnaire dirigeant, maison de surveillance... Celui-ci devrait donc faire recours aux experts ou aux services nationaux de renseignements financiers une fois que ces services financiers ne seraient pas impliqués dans la passation des marchés publics.

L'OLUCOME plaide pour les piétons

M.Rufyiri informe également que les citoyens ont besoin d'une éducation pour protéger les infrastructures publiques.

Par exemple, certifie-t-il, le code de la circulation routière de 2012 interdit aux véhicules de stationner sur les trottoirs et les accotements en saillie. « Pourtant, c'est ce qui se fait. Même les véhicules poids lourds stationnent sur ces trottoirs et accotements en saillie. Ils exercent non seulement une pression sur ces infrastructures causant ainsi leur destruction, mais aussi bloquant le passage aux piétons. Ce qui augmente les accidents de roulage », fait-il savoir avant d'insister sur le manque d'infrastructures de stationnement comme les arrêts bus et les gares routières.

Et de poursuivre : « Même les nouvelles constructions ne réservent pas d'espaces pour garer les véhicules à l'intérieur des parcelles ».

M.Rufyiri revient sur les dépassements en désordre. « Des conducteurs passent sur les accotements en saillie et les trottoirs, même les autorités qui étaient censées être des serveurs de la population. Ce qui expose les usagers de la route aux accidents de roulage », se désolait-il.

Charles Ntirampeba, secrétaire général de l'Association des Transporteurs du Burundi (ATRABU) se lamente que les conducteurs qui passent sur les trottoirs viole le code de la circulation routière. D'ailleurs, avoue-t-il, la dégradation de la chaussée est punie d'une amende de 50 mille FBu. Il rappelle qu'il existe des conducteurs qui sont inflexibles au respect de la loi. Ceux-ci viennent de plusieurs horizons avec des habitudes différentes.

Changer le schéma directeur pour désengorger la mairie de Bujumbura

M.Rufyiri dit que le schéma directeur de la ville de Bujumbura connaît des défis. C'est le cas des canalisations ou des routes étroites. D'où il faut engager des experts pour refaire le schéma directeur de la capitale économique.

Avant de refaire le schéma directeur et de terminer la réparation des nids de poule, Charles Ntirampeba propose de prioriser les gros bus effectuant le transport en commun des personnes. Cela pourrait diminuer les embouteillages.

L'usage des policiscans (radars) apprécié différemment

L'opérationnalisation des radars a eu lieu au mois de juillet dernier.

Le président de l'OLUCOME témoigne que l'usage de ces équipements de contrôle de la circulation routière est l'un des éléments qui éduquent les usagers des routes. Dans la sous-région, avoue-t-il, c'est le Burundi qui n'en disposait pas.

M.Rufyiri informe que l'objectif des radars, c'est la prévention et non la recherche des amendes.

Ce qui est regrettable, précise-t-il, c'est que les policiers se cachent pour attraper les conducteurs fautifs. « Normalement, on devrait les mettre sur un poteau et installer un panneau qui les signalent. Malheureusement, ils pourraient être volés où être cognés par des véhicules. », avise-t-il.

Charles Ntirampeba, secrétaire général de l'ATRABU indique que c'est une bonne chose si les radars seraient utilisés pour limiter les accidents.

« Par contre, on ne sait pas à quel niveau de la route ils sont utilisés. Il est des fois même où ils se contredisent avec les panneaux de signalisation routière. Il y a des routes où les panneaux de signalisation routière indiquent qu'il faut rouler à une vitesse de 50 km à l'heure, alors qu'avec les radars, on exige de rouler à 40 km à l'heure. On ne doit pas non plus rouler à une même vitesse dans des endroits où se trouvent les écoles et les hôpitaux que dans des autoroutes », se demande M.Ntirampeba avant de proposer que les radars puissent être utilisés à l'intérieur du pays, pendant la nuit et pendant les week-ends où les accidents sont fréquents.

L'état défectueux des infrastructures de transport cause des pertes chez les transporteurs

Le secrétaire général de l'ATRABU confirme que l'état des routes n'est pas satisfaisant. Ce qui occasionne des pertes chez les transporteurs. Il notifie que le véhicule qui passe sur les routes en mauvais état a besoin d'être bien entretenu et cela quotidiennement. La suspension ne va pas durer longtemps, les pneus s'usent rapidement...

« Son propriétaire est obligé d'acheter des pièces de rechange. Ceux-ci coûtent cher et sont parfois de mauvaise qualité. Il est obligé de changer régulièrement la rotule de directions, les pneus, les amortisseurs... », alarme-t-il.

Malgré cela, il espère qu'avec les nouvelles taxes qui exercent une charge sur les transporteurs comme la taxe forfaitaire, la redevance routière, les conditions de travail des transporteurs vont s'améliorer.

M.Ntirampeba se réjouit de la politique d'exonération d'importation des bus main droite de plus de 30 places. Celui-ci a porté des fruits. Pour lui, le problème actuel est la pénurie répétitive du carburant.

Trop de taxes, une charge pour les détenteurs des véhicules

Ezechiel Nibizi, propriétaire d'un minibus type « Hiace » faisant le transport en mairie de Bujumbura avoue que beaucoup de taxes occasionnent des pertes. Il rappelle que son véhicule paie 160 000 FBu par trimestre comme frais d'assurance, 70 000 FBu par semestre comme frais de contrôle technique, 24 000 FBu par semestre comme frais d'autorisation de transport, 21 000 FBu par mois comme frais de stationnement, 6 000 FBu par trimestre de taxe municipale, 100 000 FBu par an de redevance annuelle routière, 24 000 FBu par trimestre payés forfaitairement. Cela sans oublier qu'on fait payer 100 000 FBu pour achat d'un livre où mettre le contrôle technique si c'est la première fois.

Pourtant, témoigne M.Nibizi, les frais de location varient entre 40 000 FBu et 50 000 FBu par jour. Si on comptabilise les dépenses et les recettes encaissées, on constate qu'on travaille à perte, regrette-t-il.

Le service des stations-service décrié

D'après Médard Niyubahwe, un des propriétaires d'un minibus type «Hiace» faisant le transport en commun en mairie de Bujumbura, sur 5 litres d'essence achetées, les tricheries occasionnent une perte d'au moins 1 380 FBu.

« Nous avons constaté que certaines stations-service nous volent plus d'1 litre d'essence sur 15 litres achetées, soit plus de 2 litres d'essence équivalent à plus de 6500 FBu sur 30 litres d'essence qu'on s'approvisionne par jour », déplore-t-il avant de signaler que cette somme équivaut presque au salaire journalier d'un chauffeur de bus. Celui-ci est fixé à 10 mille FBu par jour.

Les transporteurs souhaitent l'organisation des états généraux dans le secteur du transport afin de débattre les défis qui hantent ce secteur.

Mélance Maniragaba

L'IFC au chevet du secteur privé burundais

En marge du Forum National sur le secteur privé, le représentant régional de la Société Financière Internationale s'est entretenu avec la rédaction du journal Burundi Eco. Malick Fall revient sur les interventions de l'IFC, les priorités pour le Burundi et son engagement pour promouvoir le secteur privé



M. Malick Fall, représentant régional de la SFI : « Dans le but d'assurer la sécurité alimentaire, il faut accroître nos efforts pour développer l'agriculture et réduire cette dépendance par rapport aux marchés extérieurs ».

La société financière internationale (IFC) est une des cinq entités de la Banque Mondiale. « Elle a pour objectif de promouvoir le secteur privé à travers le financement des projets et l'accompagnement des structures étatiques dans la mise en place des réformes », fait savoir M. Malick Fall, représentant régional de la Société Financière Internationale (SFI) pour le Burundi, la République du Congo et la République Démocratique du Congo (RDC).

L'IFC a un double rôle. Elle finance directement ou indirectement les projets à travers les institutions financières locales (les banques, les IMFs ou encore les fonds d'investissement). En outre, elle apporte son assistance technique pour identifier les défis du développement du secteur privé. « Nous pouvons accompagner le gouvernement dans l'opérationnalisation des réformes en renforçant son arsenal juridique et s'assurer que ces dernières produisent les résultats escomptés sur terrain », dit Malick.

Une intervention taillée sur mesure

Comme les trois pays susmention-

nés n'ont pas sur le même rythme de développement, Malick dévoile l'approche de l'IFC. « Certes ces pays n'évoluent pas au même rythme, mais ils présentent des similarités. Ils ont besoin d'investir dans les énergies renouvelables, dans les infrastructures télécoms, dans le secteur agricole, etc. Nous ne pouvons pas appliquer la même stratégie pour tout le monde. Ça ne marchera pas »,

Pour le cas du Burundi, l'IFC vient de publier les résultats d'une étude diagnostique du secteur privé. Les interventions de l'IFC vont se concentrer sur le secteur financier, l'agriculture, les mines et le tourisme qui regorge d'énormes potentialités au Burundi. En outre, nous allons discuter des réformes avec le gouvernement, le secteur privé, les

partenaires au développement pour s'accorder sur un programme de réformes qui permettra de lever plus d'investissements pour le secteur privé afin de faire de ce potentiel des réalisations concrètes, conclut-il.

Le Mali, un cas d'école pour le Burundi ?

L'actuel représentant régional de l'IFC a travaillé dans des États fragiles et en proie aux conflits, en l'occurrence le Mali. Notre interlocuteur certifie que le secteur privé peut avoir un rôle important dans la stabilisation des pays à travers la création des emplois, la distribution des revenus, etc. « Je pense que mon expérience au Mali pourrait servir au Burundi parce que j'ai travaillé

essentiellement dans les projets du secteur agricole. Et nous savons les potentialités dont dispose le Burundi dans ce secteur », informe M. Malick. Il se remémore avoir travaillé sur l'émergence de certaines chaînes de valeur au Sahel. Par conséquent, l'intervention de l'IFC a boosté les investisseurs privés orientés vers la mise en place des unités de transformation pour répondre au marché d'exportation. Malick espère dupliquer la même approche au Burundi pour les mêmes résultats.

Quand les crises deviennent des opportunités

Les pays de la sous-région comme le reste du monde subissent de plein fouet les effets de la crise russo-ukrainienne. Ce qui exacerbe les fragilités économiques. Les interventions de l'IFC ciblent également les défis liés à la conjoncture économique extérieure. « Dans le but d'assurer la sécurité alimentaire, il faut accroître nos efforts pour développer l'agriculture et réduire cette dépendance par rapport aux marchés extérieurs. A titre d'exemple, on a mis en place une facilité de 6 milliards USD au niveau de l'IFC pour accélérer et accroître nos interventions en matière de sécurité alimentaire dans les pays qui en ont besoin », fait remarquer M. Malick. Pour lui, toutes les crises sont en même temps des opportunités.

Au Burundi, une grande partie de la population vit de l'agriculture, mais c'est un secteur qui connaît un certain nombre de défis : sa productivité est encore faible, sa valeur ajoutée est aussi faible. Ainsi, « nous collaborer avec les différents acteurs

pour redynamiser l'agriculture burundaise. Il faut des investissements en termes d'équipements, d'encadrement des producteurs... Nous avons déjà identifié des potentialités dans les cultures de rentes, à savoir : le coton, le thé, le café, etc. » Il s'agira de développer les chaînes de valeurs de la production à la commercialisation des produits en passant par la transformation et la conservation. Ce qui permettra au pays non seulement de nourrir sa population, mais également de répondre aux besoins du marché d'export pour gagner suffisamment de devises et renforcer son économie.

L'écologie au cœur des interventions de l'IFC

Le changement climatique est un enjeu mondial. La Banque Mondiale et l'IFC sont fortement engagées à promouvoir le développement dans le strict respect des équilibres écologiques. « Nous investissons massivement dans les énergies renouvelables. Un pays comme le Burundi avec un potentiel hydraulique et solaire qu'on lui connaît peut pleinement profiter de ces nouvelles technologies pour doper son offre électrique », insiste M. Malick.

L'IFC dispose de programmes notamment dans le secteur agricole pour promouvoir des techniques agricoles qui préservent l'eau, les éléments nutritifs « climate smart ». Dans le secteur de la construction, l'IFC prône le « green building » faisant référence à la construction des bâtiments avec moins de ressources. Bref, tous les projets au niveau l'IFC se réalisent sur base d'une étude d'impact environnemental.

Benjamin Kuriyo

PUBLICITE

Un service hors pair pour nos partenaires



Quant aux bureaux, nous leur offrons un service professionnel à un prix imbattable et des facilités de prêt de bouteilles comme la 20L avec robinet intégré.

Ainsi, bon nombre d'entreprise ne s'encombre plus avec un water dispenser qui risque de contaminer les collaborateurs avec les bactéries qui s'y accumulent au fil du temps. La bouteille Jibu de 20L se place facilement n'importe où et reste toujours propre !

Par ailleurs, si vous n'offrez pas encore de l'eau à votre équipe, notez qu'il est prouvé que boire de l'eau régulièrement en quantité suffisante transmet à notre inconscient l'information qu'il n'y a pas de danger de manquer d'eau et baisse de façon importante le stress vital qu'il nous transmet à notre insu.

Plus d'eau égal moins de stress pour vos collaborateurs et donc plus d'efficacité au travail. Raison de plus d'offrir de l'eau à vos employés.

Jibu vous promets des tarifs compétitifs et un service imbattable !

Chez Jibu nous prenons à cœur de satisfaire nos partenaires et mettons tous les moyens en œuvre tous les moyens pour nous assurer qu'ils reçoivent un service rapide et dynamique.

Notre équipe Jibu est disponible 6j/7 et nos véhicules de livraisons fonctionnent du matin au soir pour vous assurer un service rapide à votre magasin, boutique ou bureau !

Nous mettons un point d'honneur à renforcer la visibilité de nos détaillants en organisant des campagnes marketing régulièrement, leur assurant ainsi une clientèle autour de leur commerce.

Des denrées hors prix sur le marché

Dans les différents marchés de la capitale économique Bujumbura, l'impression commune des clients est la hausse exagérée des prix de différents produits. Une situation qui laisse plus d'un sans voix. Pour certains, le gouvernement devrait faciliter l'importation des produits et punir les vendeurs qui haussent les prix sans raisons valables.



La hausse des prix concerne presque tous les produits que ce soient ceux qui sont importés ou ceux qui sont produits localement.

On est jeudi 3 octobre 2022 à Bujumbura City Market (BCM) communément appelé chez Sion. Des personnes viennent de tous les quartiers de la ville pour s'approvisionner à ce marché, connu pour ses articles aux prix plus ou moins abordables, comparativement à ceux des marchés ou des boutiques des quartiers. Ces derniers temps, les prix sont tellement volatiles qu'un produit peut facilement monter d'entre 200 FBu et 300 FBu en une semaine comme le témoignent certains acheteurs.

Dans un magasin, une femme demande un beignet pour le petit déjeuner. Elle s'étonne de la taille de celui-ci « Avant, on l'achetait à 100 FBu. Avec la pénurie du sucre, il est donc passé à 200 FBu. Aujourd'hui que le sucre est disponible quel est le prétexte ? », se demande-t-elle. Après lui, un client entre, demande le prix de l'huile, s'étonne et sort sans toutefois acheter. Une autre entre, c'est la même histoire. Léonidas Hatungimana, responsable de ce magasin, lui, ne semble pas étonné. Il commence à s'y habituer.

« Je fais ce métier depuis des années. C'est pour la toute première fois que je vends à des prix si exorbitants »,

fait-il savoir. Selon lui, les clients diminuent du jour au lendemain. Le peu de clients qui lui restent se contentent des produits de première nécessité comme le riz, le haricot, l'huile et la farine. Pour les autres produits, la fréquence laisse à désirer. « Le combat actuel est celui de pouvoir nourrir sa famille. Le luxe ou l'équilibre de l'alimentation ne compte plus », témoigne son client.

Les prix sont en hausse

La hausse des prix concerne presque tous les produits que ce soient ceux qui sont importés ou ceux qui sont produits localement. Un savon Star Gold s'achète à 1000 FBu, shaza à 1400 FBu, Muganga à 1200 FBu et Family à 2000 FBu (tous ces savons sont produits par Savonor). Le prix

des autres savons produits localement ne cesse pas de monter, sans parler de leurs dimensions qui di-

minuent du jour au lendemain. 1 pièce de boîte de tomates salsa s'achète à 1000 FBu, 1kg de sucre à

| Article | Prix/kg | Article | Prix |
|--------------------------|---------|-----------------------------|-------|
| Riz tanzanien1 | 4500 | Golden 5L | 55000 |
| Riz moins cher | 3200 | Cooki 5L | 45000 |
| Farine Manioc (Ikivunde) | 2000 | Huile palme (1.5l) | 5500 |
| Farine Manioc (Inyange) | 1500 | Huile coton (1.5l) | 11500 |
| Grains de maïs | 2200 | Farine de blé (Ifarine) 2kg | 7000 |
| Haricot Kinure | 2300 | Farine de maïs (sembe) | 2800 |

2500 FBu, un kilo de sel à 1200 FBu, 1 œuf à 700 FBu, pour ne citer que ceux-là.

Une fois augmentés, souvent les prix ne diminuent pas

Selon ces vendeurs, il est difficile de déceler avec exactitude la vraie cause de cette hausse des prix. Mais ils estiment que les taxes et les prix du transport peuvent en être entre autres la cause. Hatungimana estime qu'il y a aussi des vendeurs qui haussent les prix sans raisons valables. Il donne l'exemple de la pomme de terre qui, pendant cette période devrait être en abondance. « Au mois d'octobre-novembre de l'année passée, un kilo de pomme de terre s'achetait entre 600 et 800 FBu. Aujourd'hui, il s'achète entre 1000 FBu et 1100 FBu », regrette-t-il.

Selon lui, au Burundi, une fois le prix d'un produit monté, c'est rare qu'il puisse diminuer par après. « Il y a deux jours, le prix d'un bidon de 5 litres d'huile Golden a baissé jusqu'à 50 mille FBu, mais beaucoup de négociants vont continuer à le vendre à 55 mille FBu dans les quartiers sous prétexte qu'ils n'ont pas encore écouler leurs stocks et cela va prendre du temps pour que le nouveau prix soit effectif », explique-t-il. Il demande au gouvernement de faciliter l'importation des produits alimentaire et de faire respecter les prix pour le bien des Burundais. « Sinon, à un certain moment notre salaire équivalra à 2 kg de riz et le seul choix sera de retourner à la campagne », rigole-t-il.

Florence Inyabuntu

DEVELOPPEMENT

Un secteur privé dominé par les entrepreneurs en herbe

Le secteur privé est le moteur de la croissance économique. Nonobstant, malgré son rôle dans l'économie nationale, le secteur privé burundais reste faible. Il fait face à un environnement d'affaires défavorable. Le gouvernement burundais peut miser sur trois facteurs pour inverser la tendance selon l'IFC.



« La plupart des entrepreneurs burundais démarrent une entreprise parce qu'ils n'ont pas autres moyens de générer des revenus ».

moyens de générer des revenus. Ces derniers « ajoutent peu de valeur à l'économie ».

Un secteur miné par un environnement des affaires défavorable

L'étude de l'IFC s'accorde avec les propos des hommes d'affaires burundais. Le secteur privé fait face à la faiblesse des institutions et de la gouvernance. La corruption, l'application discrétionnaire des lois et règlements et la prestation des services publics insuffisante défavorisent les affaires. Les distorsions du marché causées par l'absence de règles du jeu équitables dans les marchés publics entravent la productivité et la croissance du secteur privé au Burundi.

Le secteur privé affiche des infrastructures de productivité faibles et inadéquates. Les petites et moyennes qui dominent le secteur font face à des difficultés d'accès à l'énergie et à de fréquentes coupures de courant électrique. « Le manque d'accès à l'électricité et sa fiabilité ont été identifiés comme des obstacles majeurs à l'investissement par 22% des entreprises au Burundi contre une moyenne de 15% en Afrique subsaharienne (Banque Mondiale, 2014) ».

Les entreprises rencontrent également des contraintes de manque d'équipements, de pénétration limitée des TIC et de manque de compétences numériques. « Une mauvaise couverture et des infrastructures de mauvaise qualité exacerbent les coûts et réduisent le rendement du capital et du travail, découragent

les investissements nationaux et étrangers et freinent la croissance économique ».

Le crédit aux PME est rare et coûteux

Les petites et moyennes entreprises du Burundi ont du mal à avoir du financement. Le crédit aux petites et moyennes entreprises est rare et coûteux. Cela au moment où l'accès limité au financement entrave le développement et la croissance du secteur privé. Selon les statistiques de la BRB, les taux d'intérêt effectifs moyens étaient de 15,3 % en 2020. L'enregistrement des hypothèques est coûteux et la réalisation des garanties est longue et fastidieuse. En plus de cela, les investisseurs du secteur privé font face aux problèmes de change notamment avec la pénurie des devises.

Trois sources clés de croissance clés

Pour l'économiste Léonce Ndikumana, si les entreprises privées sont développées, la croissance économique croît de facto. Quand une entreprise progresse, tout progresse. Quand elle ne progresse pas, c'est tout le système qui en souffre. Quand le gouvernement facilite la croissance d'une entreprise, la croissance économique est facilitée. Chaque opérateur économique a un rôle à jouer dans la croissance économique ».

Les experts de l'IFC proposent de miser sur trois sources de croissance qui pourraient contribuer à une dynamique positive du secteur privé au Burundi à savoir : la réforme des entreprises publiques, la stimulation de l'entrepreneuriat et la stimulation des Investissements Directs Etrangers. Ces sources de croissance, combinées à une réforme du secteur financier qui améliore l'accès au financement inclusif, pourraient générer un effet d'entraînement positif sur l'économie. Le Burundi pourrait également profiter de ses richesses naturelles et du secteur agricole pour décoller.

Outre la stabilité macro-financière et le réajustement du taux de change, le gouvernement devra créer des conditions-cadres propices au soutien de ces sources de croissance notamment l'amélioration du climat des affaires.

Bruce Habarugira



Appel d'offre pour le recrutement d'un consultant chargé de la formation des nouveaux membres du conseil des notables sur la prévention et le règlement des conflits sensibles au genre

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Renforcement de la participation des femmes aux processus de prévention et de résolution des conflits dans la province Bujumbura par la combinaison des approches traditionnelle et moderne appuyé par ONU Femmes sur le Fonds WPHF Saemaul Undong Burundi voudrait recruter un Consultant expérimenté dans la réalisation des formations en faveur des femmes.

Le consultant aura pour tâches suivantes :

- * Concevoir un module de formation sur le rôle des membres du conseil des notables ainsi que son fonctionnement ;
- * Renforcer les capacités des femmes membres des conseils sur le positionnement de la femme dans le conseil pour la prise en compte des conflits sensibles au genre ;
- * Produire un rapport de formation.

Les candidats intéressés peuvent consulter les termes de références sur le site de www.saemaulundongbdi.org ou au bureau de saemaul sis à Kajaga Chausse d'Uvira, Avenue n°7

Les candidatures féminines sont vivement encouragées

Date de publication : 26/10/2022



**L'USAID Burundi
cherche à vous
connaître!**

Participez à une
brève enquête

 **USAID**
DU PEUPLE AMERICAIN

Vous voulez en savoir plus? Rendez-vous sur www.workwithusaid.org

L'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) mène une enquête pour établir le profil des organisations locales au Burundi. Nous invitons les organisations locales (organisations de la société civile, ONG locales, organisations religieuses, entreprises privées, monde universitaire) à participer à l'enquête. Si vous souhaitez participer, faites vous connaître avant le 14 novembre.

Scannez le code QR:



Nous vous remercions de votre attention.

Vous voulez en savoir plus? Rendez-vous sur www.workwithusaid.org et usaid.gov/burundi

PAIFAR-B : Le transfert d'argent pour soutenir les plus vulnérables

Le Projet d'Appui à l'Inclusion Financière Agricole et Rurale du Burundi (PAIFAR-B), un projet du gouvernement financé par le FIDA, a atteint, à sa deuxième année de mise en œuvre effective sur le terrain, les ménages les plus vulnérables. Le Mécanisme d'Accompagnement et de Soutien Inclusif (MASI) introduit à cette occasion a affiché de bons résultats. Les bénéficiaires du MASI recevaient une somme de 75 mille FBu par mois pour améliorer leur alimentation et financer des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Malheureusement, cela n'a duré que 5 mois. Les bénéficiaires plaident pour la reprise du MASI



Espérance Ntanoboka de la colline Rukwega, commune Mishiha dans la province de Cankuzo : « Le PAIFAR-B nous accordait mensuellement une somme de 75 mille FBu. Même si cela n'a duré que 5 mois, il m'est arrivé de penser que je suis un fonctionnaire de l'Etat ».

Depuis 2020, 5.000 ménages vulnérables de 5 provinces, à savoir : Bubanza, Cankuzo, Gitega, Kayanza et Rutana bénéficient du MASI. Ce mécanisme du PAIFAR-B appuie ces ménages par un accompagnement de proximité (coaching/mentoring) et par une éducation financière assurée par un prestataire spécialisé en la matière.

Parmi les ménages cibles, 405 sont des ménages des autochtones (Bakwa), 2.663 sont des ménages dirigés par les femmes, 2.337 sont des ménages dirigés par les hommes et 1.985 sont des ménages dirigés par les jeunes. L'objectif du MASI est de réduire le niveau de pauvreté par l'amélioration de la sécurité alimentaire, du niveau de revenu monétaire et plus tard aux services d'épargne et de crédit.

Les ménages vulnérables de Cankuzo témoignent

« Mon mari m'a abandonné en même temps que nos 3 enfants, il y a de cela 10 ans. Il est parti en Tanzanie », regrette Espérance Ntanoboka, une quadragénaire de la colline de Rukwega, commune Mishiha dans la province de Cankuzo avant d'annoncer que la gestion du ménage a été pour elle un casse-tête.

« Qu'à cela ne tienne », martèle-t-elle. Le PAIFAR-B est venu à mon

secours. « Imaginez que ce projet nous accordait mensuellement une somme de 75 mille FBu. Même si cela n'a duré que 5 mois, il m'est arrivé de penser que j'étais un fonctionnaire, surtout que cet argent était reçu via la Coopérative d'Épargne et de Crédit (COOPEC) de Mishiha », informe-t-elle.

Mme Ntanoboka informe que l'argent reçu au cours des deux premiers mois a été utilisé pour subvenir aux besoins de la famille, notamment l'achat des vivres. « L'argent obtenu pour la troisième fois a été employé pour acheter une chèvre et pour faire soigner mon enfant atteint d'une maladie oculaire », se réjouit-elle avant de marteler que l'argent décroché pour la quatrième et la cinquième fois n'a été affecté qu'à l'achat des tuiles pour changer

le toit de sa maison qui était couverte de paille.

Mme Ntanoboka déplore que 5 mois après le robinet ait été coupé et qu'elle est retournée dans la situation de misère.

Damien Nsanzerugeze de la même colline reconnaît que PAIFAR-B l'avait secouru. Le quinquagénaire, père de 6 enfants avoue qu'avant l'intervention de PAIFAR-B, il parvenait à peine à trouver de quoi mettre sous la dent.

« Le jour où j'avais eu beaucoup d'argent dans ma poche, j'avais eu 20 mille FBu. Par contre, lorsque j'ai été appuyé par le PAIFAR-B, au premier coup, j'ai empoché 75 mille FBu. Une première dans ma vie », applaudit cet homme abandonné

par son épouse il y a de cela plus d'une année.

D'après M. Nsanzerugeze, la première fois qu'il a encaissé de l'argent de la part du PAIFAR-B, il s'est approvisionné en vivres.

Et de renchérir : « L'argent reçu par après a été affecté à l'achat d'un lopin de terre. Je me rappelle que la première propriété que j'ai achetée mesurait 20 mètres de large sur 30 mètres de long. Ce qui m'a permis d'avoir ma propre production agricole ».

Les ménages des vulnérables de Kayanza soulagent

« Le projet PAIFAR-B est venu pour secourir les ménages les plus vul-

nérables », confirme Claudette Nzikoruriho, une autochtone de la colline Gahahe, commune Kayanza dans la province de Kayanza.

La trentenaire et mère de 5 enfants annonce qu'avant l'appui du PAIFAR-B, elle vivait dans une extrême pauvreté.

« Ce projet est venu au moment opportun. Grâce à lui, je suis parvenu à encaisser 75 mille FBu par mois pendant 5 mois.

Mme Nzikoruriho, indique qu'elle pratique actuellement le commerce des cannes à sucre. « Si j'achète de la canne à sucre d'une valeur de 10 mille FBu par jour, j'enregistre un bénéfice de 3 à 4 mille FBu », dit-elle. Et de poursuivre que c'est grâce à ce transfert d'argent de la part du PAIFAR-B, qu'elle s'est aussi achetée une Carte d'Assistance Médicale (CAM).

Quant à Sylvie Harerimana « N'eut été PAIFAR-B, mes enfants ne seraient pas retournés à l'école. Par ailleurs, ils ne mangeaient qu'une seule fois par jour voire passaient toute la journée sans trouver de quoi mettre sous la dent », témoigne-t-elle.

Mme Harerimana précise qu'avec les 375 mille FBu lui accordés par PAIFAR-B pendant 5 mois, elle a intégré un groupe de caution solidaire. « Nous nous sommes regroupés au nombre de 31. Maintenant, nous pouvons contracter un crédit. Cela a même apporté des résultats, car je me suis procuré une chèvre et un porc », précise-t-elle.

Charles Nyandwi, habitant la colline Gahahe, commune et province de Kayanza affirme que l'argent leur octroyé par le PAIFAR-B lui a été d'une grande utilité. Ce quinquagénaire, père de 4 enfants souligne que par cet argent, il parvenait à nourrir son ménage.

Par ailleurs, se félicite-t-il, « j'ai touché, sur une période de 5 mois, une somme de 375 mille FBu. Avec cet argent, j'ai cultivé le maïs. Par après, j'ai acheté un lopin de terre d'une valeur de 200 mille FBu, une chèvre et un porc », fait-il remarquer.



Damien Nsanzerugeze de la colline Rukwega, commune Mishiha dans la province de Cankuzo : « Le jour où j'ai eu beaucoup d'argent dans ma poche, j'ai eu 20 mille FBu. Par contre, lorsque j'ai été connecté à PAIFAR-B, au premier coup, j'ai empoché 75 mille FBu. Une première dans ma vie ».

Centrale thermique de 5,5 MW à l'arrêt Des pertes énormes pendant neuf ans

La Regideso promet de réactiver la centrale thermique de 5,5 Mégawatts appartenant à l'Etat après neuf ans à l'arrêt. Cela pour un budget estimé à 6 millions de FBu. Par contre, la Regideso a loué une centrale thermique appartenant à la société d'importation des produits pétroliers « Interpetrol » et dont les pertes à la fin du contrat sont évaluées par les organisations de la société civile à 74 milliards de FBu. Cette centrale génère 30 Mégawatts et elle est depuis 2017 fonctionnelle



Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi demande de mener des investigations pour l'inexplicable choix de louer la centrale thermique appartenant à la société « Interpetrol ». (Photo : Ntare House)

« Cela ressemble à celui qui quitte sa maison pour aller louer une autre », déclare Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi, lors de sa visite au cours de ce mois d'octobre 2022 à la centrale thermique de Buyenzi de 5,5 Mégawatts.

Celle-ci venait de passer neuf ans à l'arrêt et le Président de la République du Burundi avait demandé de mener des investigations pour l'inexplicable choix de louer une centrale thermique appartenant à la société « Interpetrol » alors que l'Etat avait le sien.

A cette occasion, Jean Albert Manigomba, directeur général de la Regideso a promis la remise en marche de la centrale thermique de

5,5 Mégawatts qui était financée par l'Union Européenne (UE) juste dans une semaine à partir du 19 octobre 2022. Le budget pour le faire est évalué à 6 millions de FBu.

Et de signaler : « Le carburant utilisé pour alimenter la centrale ther-

mique louée à la société « Interpetrol » peut être utilisé pour alimenter la centrale thermique remise en marche ».

Il a par ailleurs annoncé que la remise en marche de la centrale de 5,5 Mégawatts va contribuer à éviter les

coupsures d'eau. Pour lui, une coupure du courant électrique pendant 3 heures occasionne la coupure d'eau pendant 3 jours.

Le contrat décrié

« Dans le souci de sauver la centrale hydroélectrique de Mpanda, il faut faire un avenant pour certains contrats qui ont été mal négociés et qui risquent de causer des pertes à l'Etat (cas des contrats entre la Regideso et la société Interpetrol », lit-on par exemple dans le communiqué du conseil des ministres du 24 septembre 2020.

Le communiqué du conseil des ministres du 4 février 2021 revient également sur le contrat entre la Regideso et la société Interpetrol.

Le contrat de fourniture de courant électrique entre la Regideso et la société Interpetrol indique que la Regideso, société à 100% étatique doit payer à la société Interpetrol chaque mois une somme de 6 milliards de FBu et cela sur une période de 10 ans. Cette dernière devrait à son tour fournir 30 Mégawatts à la Regideso.

Ce projet est un appui de l'UE à la Regideso à travers le projet d'Appui à la Transition et au Secteur Energie (ATASE phase I et phase II) afin d'augmenter la production d'énergie.

La centrale thermique d'Interpetrol

devrait produire de l'électricité entre minuit et 6 heures du matin.

Dans une lettre adressée à la Présidence de la République du Burundi le 28 janvier 2021, Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a signalé que le contrat que la Regideso a signé avec la société Interpetrol en 2010 pour la fourniture de 10 Mégawatts pendant 6 mois a causé une perte à la Regideso sur cette période de 3,7 milliards de FBu.

Et de continuer : « Pour le contrat sur 10 ans de la fourniture de 30 Mégawatts, la perte à la Regideso est estimée à 7,4 milliards de FBu par an, soit 74 milliards de FBu sur 10 ans. Cela, alors que depuis 2011, la Regideso a revu à la hausse plus de 3 fois les prix de l'électricité et de l'eau, soit plus de 100% pour l'électricité et plus de 500% pour l'eau ».

La puissance énergétique actuellement installée est d'environ 105 Mégawatts dont 15 Mégawatts en provenance de la centrale hydroélectrique de Ruzibazi inauguré au mois de septembre dernier. Le Plan National de Développement (PND 2018-2027) projette les besoins du pays en 2027 en énergie à au moins 400 Mégawatts pour son industrialisation et 412 Mégawatts pour le secteur des mines.

Mélance Maniragaba

SOCIETE

Un centre d'incubation méconnu du grand public

Malgré les efforts consentis par le gouvernement burundais pour encourager l'apprentissage des métiers, peu de gens empruntent cette piste. Les performances du Centre d'incubation de Buyenzi lancée en 2017 en disent long. Un reporter de Burundi Eco a visité ce centre et en brosse l'état des lieux

Depuis 2017, le Centre d'incubation de Buyenzi accueille chaque année des candidats à l'apprentissage des métiers. Programme financé par les fonds de l'Etat, la formation y est gratuite et s'étend sur une période d'une année. Dans un pays où les effectifs de chômeurs augmentent de manière exponentielle depuis plusieurs années, l'objectif de ce centre était d'accueillir les personnes ayant au moins le niveau de la 9^{ème} année de l'Ecole Fondamentale. C'est également la destination des personnes qui veulent développer leur savoir-faire par un stage de professionnalisation. On comprend du coup la mission de ce centre : booster la création d'emplois en dotant les élèves de compétences techniques suffisantes. Revers de la médaille, le centre a échoué à susciter l'engouement du public. « Les Burundais détestent travailler à la main », conclut le directeur du centre en commentant la situation.

Un centre bien équipé pour une formation de qualité

Le centre d'incubation de Buyenzi a été réhabilité et agrandi afin de lui permettre d'accueillir de nombreux candidats. Les infrastructures solides et équipées de salles



Le Centre d'incubation de Buyenzi a échoué à susciter l'engouement du public malgré la gratuité de la formation qui est dispensée.

de classe donnent un look d'un vrai centre de formation. Rien n'est négligé et « le matériel didactique est suffisant » comme l'affirme Gérard Nahabandi, son directeur. Des machines « modernes », des unités de soutien pédagogique et le personnel enseignant, tout a été prévu dans le but de rendre ce centre plus performant. La formation s'offre gratuitement dans trois filières, à savoir : la transformation industrielle, la transformation agroalimentaire et la filière de couture aussi appelée « Style et habillement ».

Au niveau de la section « transformation industrielle », les élèves apprennent la fabrication de certains produits manufacturés, entre autres, des bouteilles en plastique, des papiers hygiéniques, des papiers mouchoirs ou des cartons. Quant aux élèves évoluant dans la section « transformation agroalimentaire », ils y bénéficient à la fois la connaissance et le savoir-faire en matière de transformation des produits agricoles. La couture vient enfin s'ajouter aux deux filières susmentionnées. Aussi, candidats qui veulent apprendre la couture sont-ils

bienvenus. Une autre dimension permet à ce centre d'être perçu comme une opportunité pour les jeunes et l'entrepreneuriat dans un pays où le chômage est une réalité : la gratuité de la formation.

Une montagne qui accouche d'une souris

Malgré tous les efforts déployés pour doter le centre d'incubation de Buyenzi de la capacité de dispenser une formation de qualité, le résultat reste mitigé. Les responsables de ce

centre d'apprentissage des métiers érigé dans la municipalité de Bujumbura déplorent le manque de candidats. « Le public n'a pas été attiré par ce centre de formation, surtout ceux qui terminent l'école fondamentale », reconnaît le directeur. Cela alors que c'est cette catégorie de la population qui a été la première à être visée par ce projet. Le résultat escompté n'a pas été atteint. A son actif, seulement 191 lauréats formés depuis la première promotion en 2017. Un effectif largement insignifiant sur une période de 5 ans. La filière « Style et habillement » est dominé par le genre féminin.

Amené à s'exprimer sur les difficultés observées au niveau de son institution, Nahabandi a tenté quelques explications. Il a notamment évoqué des pannes constatées au niveau de certaines machines. Il est également revenu sur le manque de matières premières servant à la fabrication des produits manufacturés. Cependant, il affirme que ces défis ne sont pas de nature à perturber les activités de formation. Il souligne que la fabrication des produits à mettre sur le marché n'est pas la mission première du centre. « Notre mission est de former. Nous pourrions produire pour le marché local quand cela sera inscrit dans le cahier des charges de notre institution », réagit Nahabandi à la question de savoir pourquoi le centre ne parvient pas à produire pour soutenir le marché local.

Le responsable de ce centre lance un appel à l'endroit notamment des jeunes sans emplois pour qu'ils viennent s'abreuver à cette source de savoir qui semble ne pas drainer beaucoup de monde.

Jonathan Ndikumana

Adieu les produits à base de gingembre ou de tangawizi

Sur ordre du ministère en charge du développement communautaire, la fabrication et la commercialisation des produits à base de gingembre ou de tangawizi sont désormais prohibées. L'Association des Industriels du Burundi (AIB) laisse entendre qu'il faut que la protection des consommateurs prime sur les intérêts individuels

Depuis samedi le 29 octobre 2022, le gouvernement a entamé la fermeture des unités de transformation des produits à base de gingembre ou de tangawizi. Cela a été annoncé par le ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique.

La raison de cette fermeture est qu'il a été constaté que certaines unités de transformation des produits à base de gingembre ou de tangawizi sont lacunaires comme le précise Sévérin Sindayikengera, directeur général du Bureau Burundais de Normalisation et contrôle de qualité «BBN». Elles ne sont pas professionnelles et ne respectent pas les procédés technologiques de qualité.

Sindayikengera fait savoir que BBN en collaboration avec l'administration compte inverser la tendance dans le respect des nor-



Le gouvernement a entamé la fermeture des unités de transformation des produits à base de gingembre ou de tangawizi.

mes de qualité, car le constat est les Burundais n'ont pas la culture de la qualité.

Cela s'explique par le fait que les produits non certifiés ne cessent d'être commercialisés au vu et su de

tout le monde. On peut citer à titre illustratif les jus mêlés avec les poudres de différentes couleurs commercialisés dans les espaces de jeux et de loisirs.

Evariste Ndayishimiye, Président de

la République du Burundi affirme lui aussi que le respect des normes de qualité pose encore problème. Dans un forum national du secteur privé tenu mercredi le 2 novembre 2022, il regrette du fait que les services en charge d'encadrement des Petites et Moyennes Entreprises n'ont pas été à la hauteur d'assurer aux consommateurs la bonne qualité des produits.

Les commerçants, boucs émissaires

Pourtant, les commerçants qui se sont entretenus avec Burundi Eco se lamentent du fait qu'on leur a interdit de vendre ces produits. Ils indiquent qu'ils enregistrent des pertes énormes, car ils avaient encore des produits à base de gingembre ou de tangawizi dans leurs boutiques ou stocks. «Il fallait un moratoire sur la mise en application de cette mesure pour nous permettre d'écouler tous nos produits, car ce n'était pas de notre faute. Les normes de qualité sont une affaire des unités de transformation», Confiaient-ils.

Emmanuel Ntakarutimana, vice-président de l'Association des Industriels du Burundi (AIB) fait savoir que la protection des consommateurs ainsi que le respect de la loi (les normes obligatoires) en matière de transformation agroalimentaire doit primer sur les intérêts personnels.

Il déplore le fait que non seulement il y a des commerçants qui mettent sur le marché des produits non certifiés, mais aussi on remarque également des produits portant la marque BBN alors que celle-ci n'a pas été attribuée par ce bureau. «Il s'agit d'une tricherie et une irresponsabilité de la part des propriétaires de ces unités de transformation», poursuit-il. Il éclaire que la loi en la matière est claire et que des sanctions y relatives devraient être appliquées par les autorités compétentes.

Malgré ces anomalies qui s'observent encore dans ce secteur, Ntakarutimana se réjouit du fait qu'il y a certaines actions qui sont d'en train d'être menées pour promouvoir les normes de qualité. A titre d'exemple, il espère que bientôt le défi lié à l'accréditation du BBN sera bientôt levé, car le gouvernement s'y est investi conséquemment. «Même les partenaires au développement ont déjà manifesté une volonté de contribuer à l'élimination de cet obstacle au développement du secteur agroalimentaire. La raison est que les propriétaires de certaines unités de transformation se lamentent du fait que leurs produits ne peuvent pas franchir les frontières pour accéder aux marchés régionaux et internationaux», conclut-il

Jean Marie Vianney Niyongabo

ECONOMIE

L'accès des femmes aux services financiers reste encore faible

Le RIM déplore que l'accès des femmes aux produits et services financiers soit faible. Les statistiques collectées en 2022 montrent que les montants des crédits accordés aux femmes en 2022 représentent seulement 28%. Les femmes leaders demandent de redoubler d'efforts pour améliorer cette situation

«L'accès des femmes aux produits et services financiers reste une problématique. Les statistiques par rapport aux hommes restent minimales. Les indicateurs collectés par le réseau des institutions de microfinance (RIM) en 2022 montrent que les montants de crédits accordés aux femmes en 2022 représentent seulement 28% par rapport aux hommes», fait remarquer le président du comité exécutif du RIM vendredi le 28 octobre 2022 lors de la célébration de la journée internationale de l'épargne sous le thème : « Le leadership féminin en microfinance pour améliorer le niveau de l'inclusion financière de la femme burundaise ». Et d'ajouter que s'agissant des clients des IMFs, les femmes représentent 47%.

Marie Louise Nsabayumva, directrice générale de la Caisse Coopérative d'Epargne et de Crédit Mutuel «CECM» indique que dans beaucoup de pays et surtout dans les pays en voie de développement l'accès aux produits et services financiers et non financiers reste faible pour les pauvres en général et les femmes en particulier. Ce qui a un impact négatif sur les revenus et la sécurité des ménages, poursuit-elle. Au Burundi, elle fait savoir que presque tous les produits et services financiers sont offerts aux femmes, sauf ceux qui exigent des montants colossaux remboursables sur de longues durées.

Pourtant, Nsabayumva s'inquiète du fait que le constat est que le taux des femmes qui en bénéficient reste faible malgré les efforts déployés par la plupart des femmes leaders en microfinance, les partenaires techniques et financiers et l'Etat.

Certaines IMFs ont pris le devant

Selon elle, les produits qu'elles reçoivent souvent sont entre autres le crédit agricole, le crédit commercial, le crédit petit équipement et les groupes de solidarité communautaire «VSLA». Et pour essayer d'augmenter leur niveau d'inclusion financière, Nsabayumva fait remarquer que certaines IMFs ont pris le devant en mettant en place d'autres produits spécifiques aux femmes.

Ce sont entre autres le crédit automobile, le crédit Mukenyenzi urisanze, le crédit Kaze kibondo (pour la maternité et l'accueil du nouveau né), le crédit Cana rumwe (On utilise une sorte de brasier un peu spécial qui nécessite peu de charbon de bois pour la protection de l'environnement), le crédit 3 femmes, le crédit automatique et le crédit Umuco (pour la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables).

Etat des lieux de l'accès aux produits et services financiers par les femmes pour les cinq IMFs par rapport à toutes les IMFs

| | Pour les cinq IMFs par rapport à 39 IMFs | Pour les cinq IMFs par rapport à 39 IMFs | Pour les cinq IMFs par rapport à 40 IMFs |
|--|--|--|--|
| Exercice | 2019 | 2020 | 2021 |
| Nombre de clients | 42,90% | 38% | 34,97% |
| Nombre d'emprunteurs | 58% | 33,09% | 30,36% |
| Montant des dépôts | 70,80% | 23,09% | 33,46% |
| Montant des crédits déboursés au 31/12 | 59,80% | 34,93% | 40,78% |
| Nombre d'employés | 36,60% | 37,30% | 37,61% |



Marie Louise Nsabayumva, directrice générale de la Caisse Coopérative d'Epargne et de Crédit Mutuel (CECM) : «Je m'inquiète du fait que le constat est que le taux des femmes qui en bénéficient reste faible».

Et par rapport aux IMFs, les statistiques montrent que cinq IMFs se distinguent des autres dans la promotion de l'inclusion financière de la femme comme l'indique le tableau suivant.

C'est le même son de cloche pour Euphrasie Bigirimana, ancienne ministre dans le gouvernement du Burundi. Elle déplore le faible niveau de l'accès des femmes aux produits et services financiers mal-

gré leur importante contribution à l'économie des ménages en général et du pays en particulier.

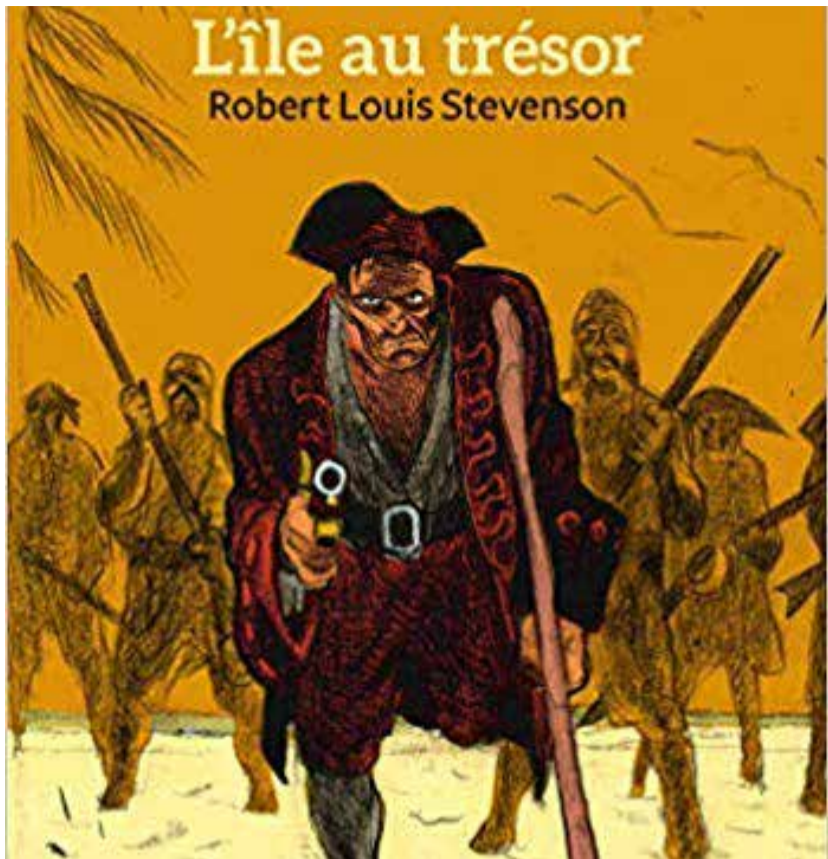
Pourquoi financer les femmes ?

Selon Bigirimana, il est important de financer les femmes, car les études qui ont été réalisées par le Curdes et la Banque Mondiale montrent que si la femme n'a pas accès aux services financiers, le développement du pays n'est pas possible. Il a été prouvé que la réduction de la pauvreté est liée à l'inclusion financière de la femme, car les femmes constituent le pilier de l'économie. Elles investissent jusqu'à plus de 80% de leurs revenus dans l'éducation, la santé, l'habillement et l'alimentation de leurs ménages. Pour toutes ces raisons, Bigirimana précise que financer les femmes est une nécessité. Elle s'inquiète du fait que dans les milieux ruraux, la plupart des jeunes filles qui terminent leurs études finissent pas se marier avec des hommes qui ne disposent pas d'un certain niveau d'études. Elle cite à titre illustratif les motards, car ils disposent de moyens financiers.

Selon Bigirimana, ce ne sont pas des maris de leur choix. Seulement, les conditions financières leur exigent de se comporter de cette manière. Pourtant, selon elle, c'est une situation amère, car ces jeunes filles ne se sentent pas à l'aise étant donné qu'elles ne peuvent pas échanger avec leurs maris en d'autres langues comme le français ou l'anglais du fait que ce sont des illettrés.

Notons que les cérémonies marquant la journée internationale de l'épargne ont été organisées par le RIM en partenariat avec la German Sparkassenstiftung Eastern Africa (DSIK).

Jean Marie Vianney Niyongabo



« L'île au trésor »

(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

XIII

Comment je débarquai.

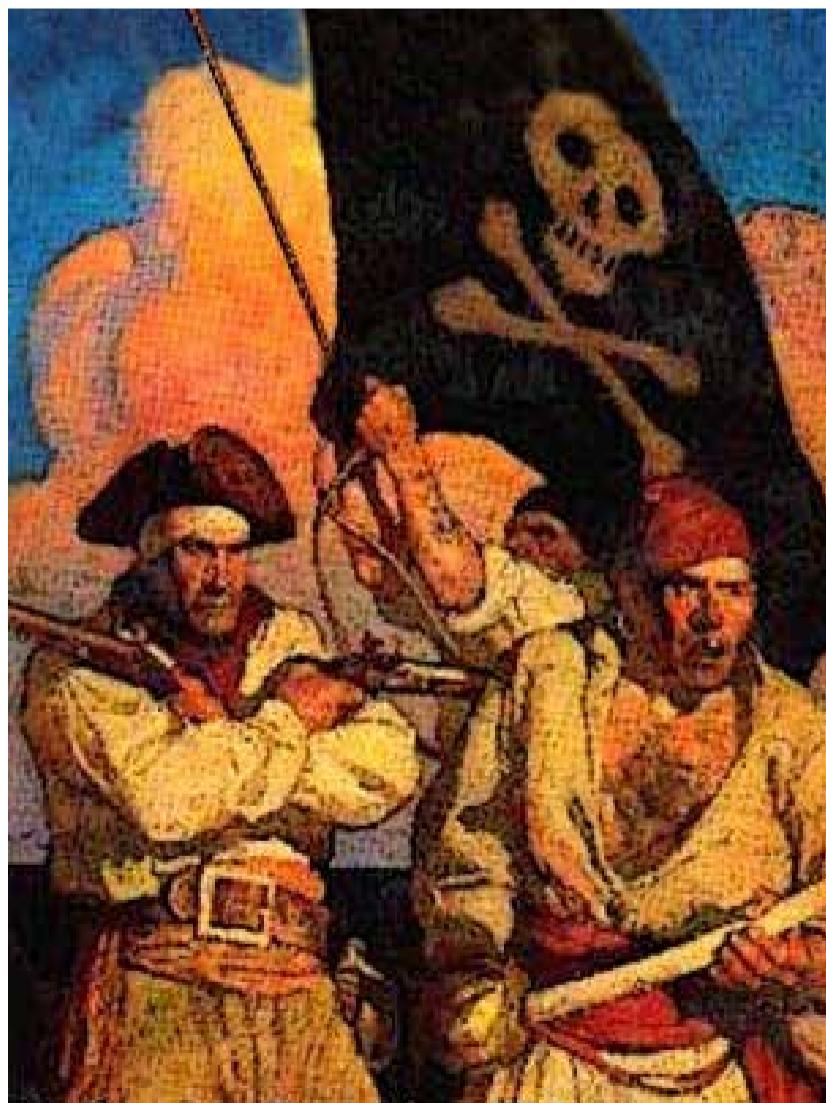
Au jour, quand je montai sur le pont, l'aspect de l'île n'était déjà plus celui de la veille. Quoique la brise fût complètement tombée, nous avions fait du chemin pendant la nuit et nous étions maintenant en panne à un demi-mille environ au sud-est de la côte orientale. À perte de vue, les terres étaient couvertes de bois, sur la teinte sombre desquels tranchait le sable jaune de la plage. Ça et là s'élevaient de grands arbres de l'espèce des pins, parfois isolés, parfois groupés en bouquets. L'ensemble était monotone et triste. Toutes les hauteurs qui le dominaient avaient des formes bizarres et se composaient de rochers nus entassés en amphithéâtre. La Longue-Vue, qui avait au moins trois cents pieds de plus que les autres, était aussi la plus étrange, presque à pic de tous côtés, et coupée net au sommet comme le piédestal d'une statue.

L'Hispaniola roulait ferme, ses boutes-hors tirant sur les poulies, son gouvernail battant la poupe, toutes ses membrures craquant, gémissant et grinçant comme le plancher d'une usine. J'étais obligé de me tenir accroché à un cordage pour ne pas tomber ; tout tournait autour de moi : car, quoique assez bon marin quand nous étions en marche, je n'ai jamais pu m'habituer sans mal au cœur à me sentir ainsi roulé comme une bouteille flottante, surtout le matin, et l'estomac vide. Peut-être l'aspect désolé de l'île, avec ses bois mélancoliques, ses rochers stériles et les brisants sur lesquels on voyait la mer se précipiter en écumant, avec un bruit de tonnerre, avait-il aussi sa part dans l'impression de malaise et de tristesse que j'éprouvais. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'en dépit du soleil brillant au-dessus de nos têtes, en dépit des oiseaux qui remplissaient l'air de leurs gazouillements, et de la satisfaction qu'on éprouve généralement à voir la terre après une longue traversée, je sentais, comme on dit, mon cœur descendre à mes talons ; et jamais, depuis ce premier regard, je n'ai pu seulement penser sans dégoût à l'île au trésor.

Nous avions en perspective une matinée de rude labeur ; car il n'y avait pas le moindre souffle de vent, et il

fallait par conséquent mettre les canots à la mer pour remorquer le schooner, à la rame, l'espace de trois ou quatre milles, jusqu'à l'étroit goulet qui conduisait au havre du Squelette. Je m'offris à aller dans un des canots, ou je n'avais naturellement que faire. Il faisait une chaleur accablante et les hommes pestaient de leur mieux en poussant l'aviron. Le canot où je me trouvais avait pour chef Andersen, qui, au lieu de maintenir la discipline, murmurait plus haut que les autres :

« Enfin, dit-il en jurant, ce n'est pas pour toujours, heureusement ! »



Cela me parut fort mauvais signe, car jusqu'à ce moment les hommes avaient travaillé de bon cœur et de bonne humeur. Évidemment, la vue seule de l'île suffisait à mettre toutes les cervelles en ébullition.

Pendant toute la durée de cette laborieuse manœuvre, John Silver,

debout dans le canot de tête, servit de pilote ; il connaissait manifestement la passe comme sa poche, et, quoique l'homme qui tenait la sonde trouvât fréquemment plus ou moins d'eau que n'en indiquait la carte, John Silver n'hésita pas une seule fois.

Complète les dessins en repassant sur les lignes pointillées. Colorie ensuite les dessins.



turbulus.com

Nous nous arrêtâmes à l'endroit même où une ancre était marquée sur la carte, à un tiers de mille environ de la côte, entre la terre et l'île du Squelette. Le fond de la mer était du sable fin. La chute de notre ancre mit en rumeur des milliers d'oiseaux qui s'élevèrent en tournoyant au-dessus des bois. Mais ils redescendirent en moins de quatre ou cinq minutes, et tout retomba dans le silence.

Cette petite rade était complètement entourée de terres, perdue dans les bois, en quelque sorte, car les arbres venaient jusqu'à la ligne des hautes marées, sur une plage très basse, et les collines se trouvaient à une assez grande distance. Deux ruisseaux marécageux se déversaient dans cette espèce d'étang, non sans se répandre à leur embouchure sur une assez vaste surface de terres molles et humides. Aussi la végétation, sur cette partie de la côte, avait-elle une sorte d'éclat empoisonné.

Un fortin entouré de palissades avait été construit sur la droite, comme on le verra bientôt. Mais il était impossible de l'apercevoir du schooner, à cause des arbres qui le masquaient, et, n'eût été la carte ouverte sur l'habitacle de la boussole, nous aurions pu croire, tant l'aspect général du site était sauvage, que nous étions les premiers à pénétrer dans cette baie, depuis que l'île avait surgi à la surface de la mer. On n'entendait ni un souffle de vent ni un bruit quelconque, hors le ressac des vagues sur les brisants, à plus d'un mille de distance. Il y avait dans l'air une odeur toute spéciale d'eau stagnante, de feuilles d'arbre et de troncs pourris.

Je remarquai que le docteur en était désagréablement impressionné et

faisait la grimace, comme s'il avait senti un œuf gâté.

« Je ne garantis pas qu'il y ait des trésors ici, dit-il, mais je garantis bien qu'il y a de la fièvre. »

Si l'attitude de l'équipage était déjà alarmante dans les canots, elle devint tout à fait menaçante quand les hommes remontèrent à bord. On les voyait se tenir par groupes sur le pont, chuchotant et discutant. L'ordre le plus simple était accueilli par un regard furieux et exécuté avec une mauvaise volonté évidente. Même les matelots sur lesquels nous pensions pouvoir compter semblaient atteints par la contagion. La révolte planait visiblement sur nos têtes comme un nuage orange. Et il n'y avait pas que nous à la redouter. John Silver sautillait d'un groupe à l'autre, s'exténuant à prêcher le calme. Quant à l'exemple, personne n'aurait pu le donner meilleur. Il n'était que sourires, politesse et bonne volonté. Au premier signe, John Silver était sur sa béquille, avec le plus aimable : « Certainement, monsieur ! » Et quand il n'y eut plus rien à faire, il se mit à chanter, exhibant tout son répertoire comme pour mieux masquer la mauvaise humeur générale. De tous les symptômes inquiétants de cette triste journée, l'anxiété visible de John Silver nous parut le pire.

Nous tinmes conseil dans le salon.

« Si je risque un autre ordre, j'aurai tout l'équipage sur le dos, dit le capitaine. On me répond impoliment, il n'y a pas à le nier. »

La suite de "L'île au trésor" ...à lire la semaine prochaine.

Sélection de programmes de télévision

lundi 07 novembre 2022 à 21h10



Mag: Inglourious Basterds

Genre : Guerre
Durée : 150 mn
Réalisateur : Quentin Tarantino
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2009

Dans la France occupée de 1940, Shosanna Dreyfus assiste à l'exécution de sa famille tombée entre les mains du colonel nazi Hans Landa. Shosanna s'échappe de justesse et s'enfuit à Paris où elle se construit une nouvelle identité en devenant exploitante d'une salle de cinéma...

mardi 08 novembre 2022 à 20h45



Doc: Week-end à Stockholm

Genre : Découverte
Durée : 95 mn
Réalisateur : Frédéric Mianne
Nationalité : France

Sophie Jovillard propose de passer quelques jours dans la capitale suédoise. Dans cette cité bâtie sur quatorze îles reliées par plus de cinquante ponts, les habitants ont su allier modernité et tradition et trouver dans leur quotidien l'équilibre parfait entre terre, mer et ville...

mercredi 09 novembre 2022 à 20h55



Film: Les choses qu'on dit, les choses qu'on fait

Genre : Drame romantique
Durée : 130 mn
Réalisateur : Emmanuel Mouret
Nationalité : France
Année : 2020

Daphné, enceinte de trois mois, est en vacances à la campagne avec son compagnon François, lequel doit s'absenter pour le travail. Elle se retrouve donc seule pour accueillir Maxime, un cousin qu'elle n'avait jamais rencontré. Pendant quatre jours, tandis qu'ils attendent le retour de François,...

jeudi 10 novembre 2022 à 20h35



Doc: Instants sauvages

Genre : Animalier
Durée : 55 mn
Réalisateur : Andrea Pfuhl
Nationalité : Allemagne

En Australie la nature se comporte un peu différemment du reste du monde. L'outback australien est l'un des déserts les plus durs de la planète, qui offre nombre de surprises. Son ciel peut donner lieu à de véritables tornades vivantes ou à des nuées d'oiseaux chatoyants.

vendredi 11 novembre 2022 à 20h50



Film: Foxcatcher

Genre : Drame
Durée : 130 mn
Réalisateur : Bennett Miller
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2014

Mark Shultz, lutteur médaillé aux JO d'été de Los Angeles en 1984, vit dans l'ombre de son frère, David, plus talentueux et plus reconnu que lui. Alors, quand John du Pont, riche héritier américain, lui propose de créer son propre club, les Foxcatchers, Mark accepte immédiatement...

samedi 12 novembre 2022 à 20h55



Film: Kickboxer

Genre : Action
Durée : 105 mn
Réalisateur : Mark Disalle
Nationalité : Etats-Unis
Année : 1989

A Long Beach, en Californie, Eric Sloane remporte le championnat de boxe thaïlandaise. Provoqué par un journaliste, il se rend avec son jeune frère Kurt à Bangkok pour affronter le leader local de kickboxing, le terrible Tong Po. Le combat est peu orthodoxe et sans merci, et alors que son manager...

dimanche 13 novembre 2022 à 20h50

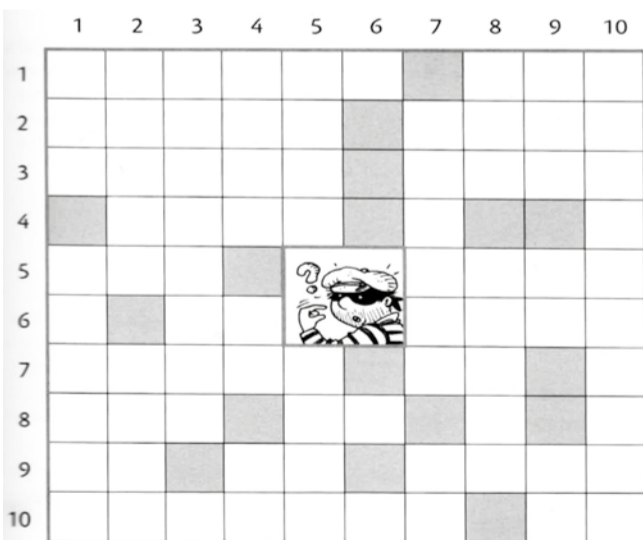


Film: Pitch Black

Genre : Science-fiction
Durée : 105 mn
Réalisateur : David Twohy
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2000

Un vaisseau commercial traverse le cosmos lorsqu'une pluie de micro-météorites l'entraîne à la dérive. Fry, son pilote, parvient à le poser sur une planète aride et éclairée par trois soleils. Parmi les survivants se trouvent Johns, Riddick, un tueur dont les yeux ont été opérés...

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1. Sa capitale est Brasilia • Mélodie • 2. Livre de fiction • « Lobe » dans le désordre • 3. Établissement industriel • Mammifère de la famille des chiens • 4. Crochet en forme de « 5 » • 5. Adjectif démonstratif • Préten-tieux • 6. À la mode • Solitaire • 7. Homme fruste • Possédé • 8. Adjectif possessif • D'accord • 9. À la mode • Consonnes de « sac » • Entêté • 10. Langue parlée en Finlande • Voyelle double

VERTICALEMENT

1. Belle-fille • Prisonnier • 2. Gouttelettes de vapeur d'eau • « Loin » dans le désordre • 3. Programme de télévision • 4. Contraire d'avec • Dévêtu • Sud-nord (abrév.) • 5. « Niée » dans le désordre • Noix de ... • 7. Frappe • Consonnes de « tas » • 8. « Ola » à l'envers • Nouvelle • 9. « Oui » dans le désordre • Conjonction de choix • Pronom réfléchi • 10. La France en est une

Proverbes

« La critique est aisée, et l'art est difficile »

C'est tellement plus facile de critiquer quand on n'est pas capable de faire mieux ! Un proverbe grec dit ceci "Il est plus facile de critiquer que d'imiter".

« Qui tout convoite tout perd »

Un proverbe qui exprime la convoitise à outrance. Quand on veut trop de choses à la fois, on obtient souvent rien ! Citons aussi ce proverbe "Chaque chose en son temps".

« Le plus riche est celui qui désire le moins »

Désirer est utilisé dans le sens se contenter. Autrement dit, Il faut savoir se contenter de ce que l'on a.

« Les conseillers ne sont pas les payeurs »

Méfiez-vous des donneurs de leçons ! Bien des gens vous conseilleront, mais seul vous-même en subirez les actes et les conséquences.

« Le cœur de l'homme n'est pas de pierre, mais de résine »

Cet ancien proverbe malgache nous signifie que le cœur est consolable. La définition du mot résine est utilisée dans le sens qu'elle brûle et se dissipe en fumée.

« Maître André, faites des perruques »

Ce proverbe a une histoire ! Un perruquier, nommé Charles André, envoya une comédie en cinq actes et en vers à Voltaire en le nommant "Cher confrère". Voltaire, n'ayant point apprécié cette comédie, lui répondit "Maître André, faites des perruques". Autrement dit, ce proverbe s'utilise pour justifier une incompétence.

« Telle vie telle fin »

Signifie qu'une personne meurt parfois comme elle a vécu. Autrement dit, des individus méchants qui tôt ou tard payeront leur méchanceté.

« Les obstacles irritent les désirs surtout en amour »

Signifie que nous souhaitons avec plus d'ardeur les choses qui nous sont défendues et celles qui sont interdites.

« Il faut faire vie qui dure »

Signifie qu'il faut préserver sa vie, ménager son bien de telle sorte qu'une vie ainsi ne s'essouffle pas inutilement.

Mots croisés : Solution du numéro précédent

L A I E * V O L E R
A C R E S * L I * O
I C I * E * I C * N
T A S * L E V I E R
* P * P * I T * O
K A K I * E E * N
A R * * B A R * A N
Y A C H T * S U R E
A * * * U S * * E R
K A N G O U R O U *

Le PNUD-Burundi dans le combat contre le cancer du sein

Le cancer du sein menace le monde et en particulier les pays à revenu faible. Plus de 2,2 millions de cas ont été recensés en 2020. Il constitue la première cause de mortalité par cancer chez les femmes. Environ 685 mille femmes sont décédées de ce cancer en 2020. Au Burundi, le cancer du sein est une réalité. Malgré l'absence de statistiques précises, des cas de cette maladie sont enregistrés. Le PNUD sensibilise en guise de prévention contre cette pathologie



Dr Michel Ogou, médecin-chef de la clinique des Nations-Unies au Burundi : « Le rôle de la femme dans le développement d'une communauté ou d'un pays ne saurait être possible que si la femme est en bonne santé et est capable de vaquer à ses activités quotidiennes et de prendre soin des siens ».

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD-Burundi) avec la facilitation des médecins de l'association Uzima a organisé lundi le 31 octobre 2022 une séance de sensibilisation et d'échange sur le cancer du sein à l'endroit des femmes de la microfinance WISE et de l'Association des Femmes Juristes du Burundi (AFJB).

C'était dans le cadre de la campagne « Octobre Rose », mois dédié depuis 1985 à la sensibilisation sur le cancer du sein. Au cours de cette séance, ces femmes ont été sensibilisées sur les facteurs de risques, les signes du cancer du sein, l'auto-examen et les conduites à tenir. Cela afin d'améliorer la vie des femmes en orientant leurs interventions dans ce domaine de la santé.

Une femme sur douze développe un cancer du sein au cours de sa vie

Le PNUD, dont le principal mandat est d'assurer un développement équitable, inclusif et durable pour toutes et tous est convaincu que le rôle de la femme dans le développement d'une communauté ou d'un pays ne saurait être possible que si la femme est en bonne santé et est capable de vaquer à ses activités quotidiennes et de prendre soin des siens.

Selon l'OMS, plus de 2,2 millions de cas de cancer du sein ont été recensés en 2020 : Ce qui en fait le plus courant à l'échelle mondiale. Il est la première cause de mortalité par cancer chez les femmes avec environ 685 mille femmes qui sont décédées de ce cancer en 2020. Une femme sur douze développe un cancer du sein au cours de sa vie, informe Dr Michel Ogou, médecin-chef de la clinique des Nations-Unies au Burundi. Ce cancer n'épargne pas les hommes. Environ 0,5 à 1 % des cancers du sein se développent chez les hommes.

Il ajoute que la plupart des cas de cancer du sein et de décès par cancer du sein sont recensés dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Dans les pays à revenu élevé, le taux de mortalité par cancer du sein considéré par âge a chuté de 40% entre les années 1980 et 2020 et cette amélioration des résultats découle d'une détection précoce suivie d'un traitement efficace reposant sur l'association de la chirurgie, de la radiothérapie et de traitements médicamenteux. Ces améliorations restent à transposer dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Le PNUD estime que les conséquences sont énormes. Les personnes atteintes de ce cancer ainsi que leurs familles sont souvent lourdement handicapées au niveau financier. Les dépenses payées de leur propre poche pour des soins longs et la perte de revenus suite à la réduction de leur temps de travail entraînent des conséquences financières catastrophiques pour leurs familles et leurs pays.

Cancer du sein, une réalité au Burundi

Dr Innocent Mugisha, président de l'association Uzima signale que le cancer du sein est une réalité au Burundi. « Même s'il n'y a pas de statistiques précises, on le constate dans les structures sanitaires et dans les centres de diagnostic existants ». Dr Mugisha révèle que les hommes sont aussi sous le risque de développer le cancer du sein. De manière générale, un homme sur



Les médecins recommandent aux femmes de faire l'auto-examen, notamment la palpation régulière de leurs seins.

mille peut développer un cancer du sein. Il précise également que des cas d'hommes atteints du cancer du sein ont été enregistrés au Burundi.

Quels sont les facteurs à l'origine du cancer du sein ?

Dr Michel Ogou indique que les facteurs de risques sont entre autres l'âge avancé (plus de 50 ans). Les femmes qui ont plus de 50 ans sont sous le risque du cancer du

sein. Il évoque également les facteurs génétiques. Lorsque plusieurs personnes d'une même famille ont été atteintes du cancer du sein, il y a risque que d'autres (les descendants) soient atteints. Il peut s'agir d'un cancer héréditaire dû à une anomalie constatée au niveau du gène (anomalie génétique). Les autres facteurs sont les règles précoces (avant 12 ans) chez les jeunes filles, les grossesses tardives ou l'absence de grossesses, l'obésité après la ménopause, le mode de vie : surpoids, alcool, tabagisme, inactivité physique, etc.

Ces médecins recommandent de veiller aux conditions de vie, notamment à l'entretien du corps, à l'activité physique. Aux femmes de faire l'auto-examen, notamment la palpation régulière de leurs seins. Il faut également recourir aux structures de santé pour d'éventuelles directives en cas d'anomalie et faire les examens.

Comment se fait la palpation du sein ?

Dr Pacis Alarine Irambona informe que la palpation des seins est une des armes importantes pour lutter contre le cancer du sein. Elle permet de détecter des anomalies liées au cancer du sein très tôt. Cela va favoriser la prise en charge précoce et également augmenter les chances de survie. Quand le cancer est détecté précocement, il y aura moins de traitement et une survie élevée.

Dr Irambona informe que la pal-

pation des seins doit se faire d'une façon régulière. Pour les femmes en périodes menstruelles, la meilleure façon est de le faire quatre jours après les règles menstruelles. Pour les femmes ménopausées, il faut choisir une date précise chaque mois pour se palper.

Les femmes doivent savoir ce qu'elles cherchent en se palpant les seins. Il y a beaucoup d'éléments qui constituent le sein. Dr Pacis Irambona explique qu'il faut chercher une masse très dure, qui ne bouge pas et qui ne se fait pas mal. « Au début, le cancer du sein est silencieux et ne se sent pas », révèle-t-elle. Et de donner l'exemple d'une graine de citron qui ne bouge pas.

Mais comment le faire ?

« Pour se palper le sein gauche par exemple, on lève la main gauche jusqu'au niveau de l'oreille droite pour libérer les assaillies. On fait des cercles à partir des aisselles, de

la superficie en profondeur. On fait aussi autour du sein jusqu'au mamelon. Et là, il faut presser le mamelon pour voir s'il y a un liquide qui sort », explique Dr Irambona. En cas d'anomalie, elle invite les femmes à se rendre dans les structures de santé le plutôt possible. A part la palpation des seins, il existe des structures de santé qui font l'imagerie, la mammographie, la radiologie, l'IRM et la biopsie.

Les anomalies sur les seins sont entre autres les bosses, les fossettes, les lésions, les veines grossies, les mamelons enfoncés, les liquides inhabituels, forme ou taille modifiée, etc.

Les participants à cette séance se sont réjouis des connaissances acquises. C'est notamment le cas de Béatrice Nyamoya. Elle affirme que sa participation lui a permis d'acquérir des connaissances sur les facteurs de risques du cancer du sein, la prévention et le traitement. « Certainement que je vais partager ces connaissances à d'autres femmes », précise-t-elle.

Signalons qu'à partir du 1er novembre 2022, la clinique des Nations Unies (disposant actuellement d'une extension de l'imagerie) va faire gratuitement l'échographie mammaire à toutes les femmes fonctionnaires du système des Nations-Unies ayant plus de 50 ans et n'ayant pas le programme de prendre des grossesses. Cela concerne également les hommes de 45 ans qui veulent connaître l'état de leurs prostates.



Les participants à cette séance se sont réjouis des connaissances acquises.